



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° : 06/CSE/2013**

**L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE, LICENCES
LOGICIELS ET PRESTATIONS DE SERVICE POUR LE COMPTE
DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT**

- EN DEUX LOTS -

En application des prescriptions de l'article 16 et 17 du décret n°2-06-388
du 16 Moharrem,1428 (05 février 2007), fixant les conditions
et les formes de passation des marchés de l'Etat,
ainsi que certaines règles relatives à leur
contrôle et à leur gestion

ARTICLE N°1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° : /CSE/2013 ayant pour objet :

Acquisition de matériel informatique, de licences et prestations de service pour le compte du Conseil Supérieur de l'Enseignement. en deux lots :

Lot1 : Acquisition de matériel informatique

Lot2 : Acquisition d'une plateforme décisionnelle « licences » et Assistance

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-06-388 du 16 Moharrem, 1428 (05 février 2007), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret n°2.06.388 précité. Toute disposition contraire au Décret n°2.06.388 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n°2.06.388.

ARTICLE N°2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Enseignement**. Il sera désigné ci-après par "**Maître d'Ouvrage**".

ARTICLE N°3: MODE D'ATTRIBUTION

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en deux lots distinct. Chaque soumissionnaire peut soumissionner sur un ou plusieurs lots.

ARTICLE N°4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret 2-06-388 précité, seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui sont :

- En liquidation judiciaire ;
- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcés dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret 2-06-388 précité, selon le cas.

ARTICLE N°5: PRESCRIPTIONS DIVERSES

L'offre préparée par les soumissionnaires ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le soumissionnaire et le CSE seront rédigés en langue française, seule langue de travail (Ne seront prises en compte que les informations figurant sur les documents rédigés ou traduits en français).

Les documents et pièces écrites doivent utiliser exclusivement le système métrique et les unités qui s'y rattachent à l'exception éventuellement des catalogues et brochures.

Les notices techniques, catalogues et brochures rédigés en une autre langue que le français doivent être accompagnés d'une traduction en langue de travail citée ci-dessus.

Pour les documents produits en plusieurs exemplaires, le marquage de l'original et des copies est obligatoire.

ARTICLE N°6: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 23 & 26 du décret 2-06-388 précité les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. UN DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :

1. une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit indiquer les nom, prénom, qualité et domicile du concurrent et, s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le capital social, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés.

Elle indique également le numéro d'inscription au registre de commerce, le numéro de la patente, le numéro d'affiliation à la Caisse nationale de sécurité sociale pour les concurrents installés au Maroc et le numéro du compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie générale du Royaume.

Cette déclaration sur l'honneur doit contenir également les indications suivantes :

- a) L'engagement du concurrent à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans les cahiers des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de son activité professionnelle ;
- b) L'engagement du concurrent, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché, et de s'assurer que les sous traitants remplissent également les conditions prévues à l'article 22 ci-dessus ;

c) L'attestation qu'il n'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;

d) L'engagement de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;

e) L'engagement de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;

f) La certification de l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.

2. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 22 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

4. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 22 ci-dessus ;

5. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

6. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe 3, 4 et 6 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

2. UN DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

1. une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
2. les références techniques appuyées par des attestations de bonne fin d'exécution pour des prestations similaires réalisées durant les quatre dernières années certifiées conforme à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;
3. la documentation technique des articles proposés qui doit comprendre impérativement les notices, catalogues, prospectus, descriptifs ou tous autres documents techniques rédigés ou traduits en français et précisant obligatoirement, toutes les caractéristiques et spécifications techniques exigées dans le CPS.

Le soumissionnaire est tenu d'y joindre toute pièce technique pouvant aider à valoriser leur offre (prospectus technique en couleur, adresses internet à visiter, etc ...).

Le soumissionnaire est tenu de joindre une documentation détaillée à sa proposition, sous peine de non-admission de son engagement, contenant une note de présentation faisant ressortir pour chaque article, dans l'ensemble des lots, toutes les références et indications pouvant guider la commission à retrouver l'objet de l'offre sur les catalogues. Cette documentation doit être fournie à jour et en langue française .

La documentation technique retenue servira de base à tout contrôle de la qualité lors des réceptions.

4. L'attestation de garantie du constructeur relatif au projet conforme aux spécifications techniques du présent CPS pour le lot1.
5. Description des modalités de garantie (lot1 et lot2)
6. Description détaillée de la méthodologie et planning des étapes d'installation, de configuration et des modalités d'assistance technique pour le lot2.

7. Le soumissionnaire doit affecter au moins un ingénieur ou équivalent avec au moins 2 ans d'expérience dans l'installation, la configuration de la plateforme décisionnelle proposée, ainsi que le développement des applications sur cette plateforme. Le soumissionnaire est tenu de présenter Les curriculums vitae (CV) originaux détaillés et signés par les employés à affecter au lot2

N.B

- **Toutes les pièces doivent être certifiées conformes à l'original**

3. UN DOSSIER ADDITIF :

- Le CPS dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »
- Le règlement de la consultation dûment paraphé et la dernière page sera signée et portera le cachet du soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté »

4. UNE OFFRE FINANCIERE :

- L'acte d'engagement à établir conformément au modèle annexé au présent règlement de la consultation.
- Le bordereau des prix formant détail estimatif à signer et parapher.

ARTICLE N°7: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-06-388 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

1. Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
2. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le modèle de l'acte d'engagement ;
4. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
5. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
6. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE N°8: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 §5 du décret n°2-06-388 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §2 de l'article 20 du décret n°2-06-388 précité.

ARTICLE N°9: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureau(x) indiqué(s) dans l'avis d'appel d'offres « Division des Finances et de la Comptabilité », *Complexe Administratif de la Fondation Mohamed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Education Bâtiment « A2 », Avenue Allal El Fassi-Madinat Al Irfane, BP : 6535 Rabat Maroc*», avant la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Les dossiers de l'appel d'offres sont remis gratuitement aux concurrents à l'exception des plans et documents techniques dont la reproduction nécessite un matériel technique spécifique.

Le dossier d'appel d'offres est également disponible sur le site web du CSE www.cse.ma.

ARTICLE N°10: INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-06-388 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE N°11: CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1. Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret n°2-06-388 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif;
- Un dossier technique ;
- Les Pièces complémentaires ;
- Une offre financière comprenant :
- un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint en ANNEXE I ;

- le bordereau des prix - détail estimatif

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.

2. Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret N° 2-06-388 précité, le dossier présenté par chaque soumissionnaire est mis dans un pli cacheté portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. La mention «Appel d'offres ouvert» concernant L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE, LICENCES LOGICIELS, ET PRESTATIONS DE SERVICE POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT
3. L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis».

Ce pli contient deux enveloppes :

1. La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique".
2. La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention « offre financière ».

ARTICLE N°12: DEPOT DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n°2-06-388 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n°2-06-388 précité.

ARTICLE N°13: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-06-388 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 12 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 30 du décret n°2-06-388 et rappelées à l'article 12 ci-dessus.

ARTICLE N°14: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Sous réserve de l'article 31 du décret n° 2-06-388 et conformément aux termes de l'article 32 du décret n°2-06-388 précité, les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le maître d'ouvrage peut proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la prolongation de ce délai. Seuls les soumissionnaires qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE N°15: CAUTIONNEMENT PROVISOIIR

En garantie des engagements contractés par eux, les concurrents constitueront en même temps que leurs offres, un cautionnement provisoire, établi au profit du Conseil Supérieur de l'Enseignement et dont le montant est fixé dans l'avis d'appel d'offres.

ARTICLE N°16: CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

ARTICLE N°17: CRITERES D'EVALUATION ET DE JUGEMENT DES OFFRES

En l'absence de documentation technique ou de remise partielle de la documentation, l'offre concernée sera rejetée.

A l'issue de l'ouverture des plis, le jugement des offres se déroulera selon les critères définis ci-après classés par ordre de priorité :

A- Conformité des pièces administratives

L'ouverture des plis des concurrents en séance publique se déroulera conformément aux dispositions de l'article 35 du décret n° 2-06-388 précité. Toute offre non conforme sera écartée.

B- Jugement technique

La commission d'appel d'offres examinera :

- 1- Les références techniques des soumissionnaires.
- 2- Les attestations et exigences demandés dans le dossier technique
- 3- le planning de travail et Les modalités d'assistance technique (Lot2)
- 4- La documentation technique, notice, prospectus, descriptifs et les spécifications techniques du matériel proposé.

Toute offre incomplète ou non conforme aux spécifications techniques exigées dans le CPS sera écartée pour la suite du jugement.

Suite à cet examen préliminaire, la commission d'appel d'offres procédera à l'évaluation des offres retenues comme suit :

Lot 1 :

Une note technique (N.T) sur cent (100) points sera affectée à chaque prestataire. Cette note concerne les critères d'évaluation suivants :

I-Importance des prestations réalisées par le concurrent dans le domaine relatif à l'objet du lot1 : notées sur 40 points.

Chaque attestation présentée par le concurrent sera notée comme suit :

Montant de l'attestation	Note
Attestation <=400.000 dhs	05 points
400.000 dhs<attestation<=600.000 dhs	15 points
Attestation>600.000 dhs	20 points

La note du concurrent est la somme des notes obtenues par attestation plafonnée à 40 points .

II-Évaluation des fonctionnalités et des caractéristiques techniques sur 60 points comme suit :

Prestation	Note des caractéristiques minimales demandées dans le CPS	Note complémentaire en fonction des caractéristiques techniques supplémentaires	Note complémentaire en fonction des modalités de garantie supplémentaires
Ordinateurs portable (1)	8 points	04 points	04 points
Ordinateurs portable (2)	8 points	04 points	04 points
Serveur	6 points	03 points	03 points
Ordinateurs de bureau	8 points	04 points	04 points

La note Nt d'un concurrent sera la somme des notes des éléments I et II évalués ci-dessus.

Toute note Nt strictement inférieure à 60 sur 100 sera considérée comme éliminatoire.

C- Analyse financière des offres

Seules les offres ayant été retenues à l'issue de l'étape "analyse technique comparative" seront prises en compte.

La note financière de chaque concurrent est calculée en utilisant la formule suivante :

$$Nf = 100 \times \frac{Md}{M}, \text{ dans laquelle :}$$

- Md : désigne le montant de l'offre la moins disante.
- M : désigne le montant de l'offre considérée.
- Nf : désigne la note financière qui sera attribuée à l'offre considérée.

D- Analyse technico - financière

Les notes technique et financière obtenues par chaque candidat seront ensuite pondérées pour déterminer la note globale (Ng) selon la formule suivante :

$$Ng = 0,3 NT + 0,7 Nf$$

Pour le lot2 :

L'offre à retenir est l'offre la moins disante.

ARTICLE 18 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage n'est pas tenu de donner suite à l'appel d'offres. Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à une indemnité si ses propositions ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° :/CSE/2013**

OBJET

**L'ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE, LICENCES
LOGICIELS ET PRESTATIONS DE SERVICE POUR LE COMPTE
DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT**

PRESENTE PAR :

LU ET ACCEPTE PAR :

Rabat le.....

.....le.....

ANNEXE : 01

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

Appel d'offre ouvert, sur offres des prix n° /CSE/2013

Objet du marché : Acquisition de matériel informatique, de licences et prestations de service pour le compte du Conseil Supérieur de l'Enseignement

A- Pour les personnes physiques :

Je, soussigné(prénom,nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu
Affilié à la CNSS sous le n° (1)
Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal –bancaire ou à la TGR(RIB)

B- Pour les personnes morales :

Je soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant en nom et pour le compte(Raison social et forme juridique de la société) au capital de
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affilié à la CNSS sous le n°(1)
Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal –bancaire ou à la TGR(RIB)

Déclare sur l'honneur :

1-m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplie les conditions prévues à l'article 22 du décret n°2.06-388 du 16 Moharrem 1428(5 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle;

- **Etant** en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

3-m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance:

▪ à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 22 du décret n°2.06-388 précité;

▪ que celle-ci ne peut dépasser 50% du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;

4- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion du présent marché.

5- m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

- **Certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

- **Reconnais** avoir pris connaissances des sanctions prévues par l'article 24 du décret n°2.06-388, relatives à l'inexactitude de déclaration sur l'honneur.

Fait à, le
(Signature et cachet du concurrent) (2)

ANNEXE : 02

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offre ouvert, sur offres des prix n° **01/CSE/2009**

Objet du marché : Acquisition de matériel informatique, de licences et prestations de service pour le compte du Conseil Supérieur de l'Enseignement

Passé en application de l'alinéa 2 Paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2.06-388 du 16 Moharrem 1428(5 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je(1) soussigné : (Prénom, nom et qualité) Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu : affilié à la CNSS sous le n° (2) Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n° (2) n° de patente (2)

b) Pour les personnes morales

Je (1) soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein de l'Entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de : adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° (2) et (3)

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (2) et (3)

N° de la patente (2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comporte ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

- montant hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- taux de la T.V.A. : (en pourcentage)
- montant de la T.V.A. (taux en %) (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

L'état se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte

(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à, le.....
(Signature et cachet du concurrent)

1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent

(1) mettre 'Nous soussignésnous obligeons conjointement /ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;

(2) ajouter l'alinéa suivant : 'désignons(prénoms, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement'.

2) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié

3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

4) supprimer les mentions inutiles.